

# L'ÉPREUVE DE FORCE (\*) ...

## L'INCERTITUDE RÈGNE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE COMITÉ DES MILICES (\*\*)

Mes forces allaient être mises à l'épreuve. Je ne cesserais pas de servir l'Organisation, mais à ma façon. Pour moi, l'Organisation n'était pas une entité monolithique, castratrice, mais un ensemble polymorphe, hétérogène dans sa façon de penser et d'agir.

Il fallait tenir compte de l'héritage des générations antérieures de militants. Elles ont laissé le sédimant qui, avec les années, conduirait aux journées du 18, 19 et 20 juillet. Ce qui s'est passé dans l'Assemblée plénière du 23 juillet est arrivé parce que la plupart des délégués étaient nouveaux dans l'Organisation; ils étaient entrés pendant la courte période de la République.

Je me devais autant aux uns qu'aux autres, autant à ceux d'aujourd'hui qu'à ceux d'hier. J'étais alors l'un des militants actifs les plus anciens de l'Organisation et j'avais toujours assumé les obligations difficiles qu'elle m'imposait, depuis l'année 1919.

Les temps actuels étaient différents et les hommes de l'Organisation aussi. Ils avaient obtenu la majorité. Ils avaient dit non, mais ils m'avaient laissé parler, ils m'avaient permis d'aller au bout de mon temps de parole et de mes arguments.

Est-ce que j'étais sûr d'avoir vraiment perdu? Qu'en pensaient dans les syndicats les militants et les travailleurs? On avait dit non à la révolution dans ce nouveau local exproprié par la révolution. On pouvait supposer qu'en renonçant au communisme libertaire, ils quitteraient le nouveau local et retourneraient rue Mercaders. S'ils ne le faisaient pas, c'est qu'ils n'avaient pas gagné et je n'avais pas perdu.

Il fallait être attentif au souffle du futur. Ne pas perdre une minute, ni le jour ni la nuit. Aller de l'avant. Rompre sans cesse les liens qui nous retenaient dans le passé. Ne pas se permettre le repos. Le repos c'était la contre-révolution. Et la révolution c'était la marche en avant, nous éloignant toujours plus du point de départ, d'hier.

Arriva le 24 juillet, qui aurait pu être une date inoubliable dans l'épopée révolutionnaire. L'Assemblée plénière régionale ne l'a pas voulu. Durruti ne l'a pas voulu. J'allai assister au départ de la colonne Durruti. C'était mon obligation comme chef du département de la guerre du *Comité des milices*. Je trouvai Durruti déjà assis dans sa voiture, à côté du commandant Perez-Farras. Je leur serrai la main, ainsi qu'au sergent Manzana. À choisir entre Manzana et Pérez Farras, j'aurais choisi le premier, parce que c'était les temps du début de la révolution, temps de caporaux et de sergents.

Quelque chose se passait. Cette colonne était la première qui partait combattre les fascistes. Et Durruti était là, sans la présence du Comité régional, sans aucune personnalité du gouvernement de la Generalitat pour remercier ceux qui allaient défendre les frontières de la Catalogne. Sans personne d'autre que moi du Comité des milices. Sans la présence obligée d'Abad de Santillán puisqu'il avait

(\*) Cette sous-partie du chapitre «L'anarcho-syndicalisme au Comité des milices» fut définie et titrée ainsi par l'auteur (Note A.M.).

(\*\*) Sous-titre choisi par *Anti.mythes*.

la responsabilité de l'organisation des Milices. Et encore plus significatif: absence totale des autres membres du groupe *Nosotros*.

Après avoir salué la colonne de Durruti, je me rendis du *Paseo de Gracia* au *Club nautique*, siège du Comité des milices. Aurelio Fernandez, chef de la sûreté intérieure m'attendait. Très sérieux dans cette occasion, mais toujours affectueux.

*- Dis-moi si ça vaut la peine de rester au Comité des milices. Et si tu crois que oui, dis-moi comment nous devons nous comporter.*

*- Aurelio, tu sais ce qui s'est passé le jour de la constitution du Comité des milices. Companys voulait nous réduire au rôle de gardiens de l'ordre bourgeois. Nous avons alors gagné la première manche en décidant la constitution du Comité des milices et sa distribution. Quelque chose n'a pas été fait, on l'a laissé à la décision du Comité, plus tard. On a voté la Constitution d'un Comité sans élire le président ou le secrétaire général. Toutes les parties présentes se réservaient pour faire tomber le Comité pour cause de désaccord sur l'élection du président. Nous pouvons profiter de la confusion qui s'est créée si j'assume l'exercice de la présidence. Il faut que moi dans le département de la Guerre et toi dans celui de la Sûreté intérieure, nous soyons toujours présents à nos postes. Je ferai en sorte que dorénavant plus personne n'entre au Club nautique sans mon autorisation ou la tienne. Nous devons étendre cette attitude à toutes les activités: on ne pourra sortir de la ville qu'avec un sauf-conduit de toi ou de moi. De façon que, si l'Organisation change d'avis et décide d'avancer, les prises d'assaut seront grandement facilitées.*

Ce matin du 25 juillet, très tôt, le Comité des milices se trouvait réuni en Assemblée plénière dans une petite salle du Club nautique. Les réunions étaient encore irrégulières, presque désordonnées. Chaque délégué, même Miratville, intellectuel de la *Esquerra Republicana*, portait un pistolet à la ceinture. Comme lui, Santillán, intellectuel de la FAI, portait son énorme pistolet Mauser, réglementaire dans l'armée espagnole. Aurelio et moi, nous avions chacun un fusil mitrailleur tchécoslovaque.

On était à peine informés de ce que chacun devait faire. Ce qui réclamait une attention urgente, c'était les nouvelles sur la progression de la colonne Durruti; on savait qu'elle était passée par Lérida, sa direction était imprécise, mais elle avançait vers Saragosse. Chaque délégué rendait compte de son travail dans la préparation des Milices, au cas où il faudrait envoyer des renforts à la première colonne. Torrens avait fait un rapport pour son département de l'Approvisionnement militaire et alimentaire et Marcos Alcón pour les transports, en particulier par routes et voies ferrées.

Tout à coup, de façon inattendue, le président Companys apparut, accompagné du lieutenant-colonel Herrando, «*la Perruque*», parce qu'il était chauve et portait une perruque. C'était le chef des forces d'assaut, chef direct des gardes dont la caserne se trouvait dans un bâtiment stratégique de la place d'Espagne, qui couvrait l'entrée des rues Hostafrancs et du Prat. Ces troupes d'assaut de la place d'Espagne furent les premières à se rendre à l'armée rebelle quand elle est arrivée sur la place et a occupé le Paralelo jusqu'à l'Avenue Colomb, établissant le contact avec la capitainerie générale, les dépendances militaires et Atarazañas, entraînant aussi la caserne des gardes d'assaut qui était au bout du Paralelo, tout près de la rue Santa Madrona. Les deux casernes ont changé de position quand les anarcho-syndicalistes avons coupé le Paralelo à hauteur de la Brecha San Pablo et que le commandement des forces militaires a capitulé; uniquement les chefs et les officiers, les soldats étaient morts ou blessés ou avaient déjà abandonné leurs chefs en s'enfuyant par les terrasses.

Ils n'avaient, semble-t-il, pas tenu compte des gardes que nous avions devant la porte.

Sans saluer ni profiter de l'occasion pour souhaiter bonne chance au Comité, sans même prendre des nouvelles de la situation de la colonne Durruti, debout, Herrando derrière lui, il nous décocha ce qui suit dans son catalan aux accents de Lérida: «*Je me vois obligé de venir maintenant parce que le désordre citoyen dans Barcelone est si grand qu'il m'arrive sans cesse des nouvelles horribles d'assassinats, de vols, de viols et d'incendies. On pouvait espérer que le Comité des milices aurait pu à cette heure, maîtriser la situation et rétablir l'ordre. Je suis dans l'obligation de vous dire que si vous des incapables de rétablir l'ordre, il serait bon de le faire savoir pour que je puisse remédier à cette affligeante situation avec les moyens dont je dispose*».

Il finit dans un état de nervosité lamentable. Il tira le mouchoir qui pendait toujours de la poche de sa veste et s'essuya les lèvres.

Il croyait qu'après son sermon, nous allions nous confondre en excuses pour notre «*incapacité*» et nous mettre sans réserve aux ordres de ses incroyables dons de gouvernant.

Certes, Companys attendait des membres du Comité des milices la soumission totale et la capitulation. Il avait parlé des «*moyens dont il dispose*» intentionnellement, faisant référence au chef des gardes d'assaut qui était à côté de lui; il voulait qu'on sache que c'était Herrando qui était chargé de l'ordre dans la rue et que s'il le fallait, il se débarrasserait des éventuels récalcitrants du Comité des milices. Il était irrité qu'on soit passé outre son décret paru dans le Bulletin officiel et ses directives: nous ne reconnaissons pas les chefs qu'il nous avait imposés et nous avons constitué un Comité des milices antifascistes de Catalogne.

Il venait de se produire une situation très étrange. Ce coup de semonce militaire s'adressait à tout le monde au même titre, aux délégués de la *Esquerra Republicana*, à ceux du POUM, aux «*Rabassaires*» et à ceux d'*Accio Catalana*; aux socialistes, aux membres de l'UGT, de la CNT et de la FAI. Au moment même où allait se décider qui gouvernerait dorénavant, si c'était la Generalitat et ses gardes d'assaut ou le Comité des milices et ses miliciens, on ne savait même pas qui devait lui répondre, parce que le Comité des milices n'avait pas de président et, du moins jusqu'alors, tout le monde avait la même autorité. Il fallait pourtant que quelqu'un relève un ultimatum aussi cuisant. On pouvait lire sur tous les visages l'humiliation d'avoir été traités de cette façon méprisante. Si quelqu'un avait eu en réponse un mot violent, tout le monde aurait pu tirer sur Companys et Herrando.

Je me décidai à lui répondre sans me lever de ma chaise:

*- Nous allons faire comme si nous n'avons pas entendu ce que tu nous as dit, Companys. Nous avons beaucoup de travail. L'ennemi est aux portes de Catalogne. Salut et porte-toi bien!*

Companys en resta pétrifié. Dès lors il était clair que ce serait le Comité des milices antifascistes qui déciderait du destin de la Catalogne.

Tout se sut, et la révolution en acquit une nouvelle vigueur. Les syndicats secouèrent l'euphorie de la victoire momentanée sur l'armée et l'étourdissement produit par la décision du Plénum régional. Tous les syndicats de Barcelone condamnèrent cette décision et suivirent le syndicat du Bois qui défendait le plus fermement l'idée de s'emparer de tout.

Les expropriations, commencées avec l'occupation du bâtiment du *Travail National* et la maison Cambo, s'étendirent à toutes les maisons de la ville, à tous les ateliers, à toutes les usines et à tout ce qui avait appartenu à la bourgeoisie et aux capitalistes.

Cependant Companys restait à la Generalitat avec son gouvernement paralysé. Il ne reçut pas, comme il l'attendait, la visite du Plénum du Comité des milices. Il recevait des visites fréquentes des partis de gauche. Il méditait sur la façon de pulvériser le Comité des milices dans lequel me soutenaient non pas l'ensemble des membres, mais Aurelio Fernandez, José Asens et Marcos Alcón, attirant des éléments dévoués à Companys comme le colonel Giménez de la Beraza, le commandant Vicente Guarner, le lieutenant-colonel Escobar et même des gens de ses propres rangs comme Tarradellas, Miratvilles et Pons. Santillán était toujours dans l'atermoiement, oui, mais non.

**Juan GARCÍA OLIVER.**

-----